



Distribution: générale

Date: 6 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-C/3/3

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentation budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Malawi 200692

Répondre aux besoins humanitaires et renforcer la résilience

Coût (en dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	412 673 440	49 773 419	462 446 859
Transferts de type monétaire et coûts connexes	77 443 872	29 740 455	107 184 327
Développement et augmentation des capacités	346 000	–	346 000
Coût total pour le PAM	561 813 567	92 052 051	653 865 618

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance l'augmentation budgétaire de 92 052 051 dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Malawi 200692, "Répondre aux besoins humanitaires et renforcer la résilience", ainsi que la prolongation de l'intervention pour une durée de 12 mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

5 octobre 2017

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale p.i.
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

M. M. Maj
Directeur de pays p.i.
courriel: mietek.maj@wfp.org

Nature de l'augmentation

1. Cette dixième révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Malawi 200692 prolonge l'IPSR d'un an, jusqu'au 31 décembre 2018. Le but est de laisser le temps au PAM d'élaborer un plan stratégique conçu avec soin pour le Malawi, dont la mise en œuvre débutera le 1^{er} janvier 2019.
2. D'après les prévisions, la production céréalière en Afrique australe, y compris au Malawi, devrait rebondir fermement après la baisse due aux récents épisodes de sécheresse. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le pays, soit 6,7 millions en 2016 selon les estimations (40 pour cent de la population), devrait donc diminuer. Néanmoins, la situation demeurera difficile pour les ménages victimes des infestations de ravageurs et de chocs localisés liés au climat¹.
3. La prolongation de l'IPSR permettra au PAM de venir en aide à 2,28 millions de personnes en 2018, portant le nombre total de bénéficiaires à 8,72 millions. Elle entraînera:
 - une augmentation de 73 314 tonnes des besoins alimentaires, pour une valeur de 28 831 723 dollars;
 - un accroissement des transferts de type monétaire, pour un montant de 25 741 061 millions de dollars; et
 - une hausse des autres coûts liés aux projets, pour une valeur de 37 865 618 dollars.Ces augmentations porteront le montant total du budget à 653 865 618 dollars.

Justification de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités en cours

4. L'IPSR 200692 vient en aide aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Malawi en assurant une assistance alimentaire d'urgence et des activités de renforcement de la résilience.
5. La composante relative aux secours prévoit la fourniture d'une assistance alimentaire générale aux ménages en situation d'insécurité alimentaire aiguë au cours de la saison de soudure, habituellement d'octobre à mars. Un appui ciblé est également fourni aux filles et femmes enceintes et allaitantes et aux enfants âgés de 6 à 23 mois des ménages aidés, car ces groupes sont particulièrement exposés à la malnutrition. Parmi les autres activités de secours, des activités complémentaires Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) favorisent le redressement accéléré et l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages participants².
6. La composante relative au redressement vise à réduire la vulnérabilité des ménages et à renforcer leur résilience à moyen terme. Elle associe un appui au redressement accéléré à la création d'actifs productifs au moyen d'activités nécessitant beaucoup de main-d'œuvre et peu de technologies.
7. L'IPSR tient compte des préoccupations liées à la problématique hommes-femmes et à la protection ainsi que des besoins respectifs des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Reconnaissant le risque accru de recours à des mécanismes de survie dangereux, tels que le mariage précoce et l'utilisation de relations sexuelles comme monnaie d'échange ou pour survivre, le PAM continuera de travailler aux côtés de partenaires comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population et ONU-Femmes pour veiller à ce que ces préoccupations soient prises en considération lors de la conception et de l'exécution des programmes, notamment au moyen de la formation et de la sensibilisation de tous

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Juin 2017. *Perspectives de récoltes et situation alimentaire – rapport trimestriel sur la situation mondiale*. <https://data2.unhcr.org/ar/documents/download/57554>.

² La participation des ménages aux activités 3A n'a pas d'incidence sur l'assistance alimentaire qui leur est distribuée, laquelle n'est assortie d'aucune condition.

les partenaires et bénéficiaires dans le domaine de la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

8. L'intervention contribue à la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 du PAM, du Défi Faim zéro et des objectifs de développement durable 2, sur l'élimination de la faim, 5, relatif à l'égalité des sexes, et 17, concernant les partenariats. Elle appuie la Stratégie de croissance et de développement du Malawi et concorde avec la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et la stratégie régionale pour sa mise en œuvre en Afrique australe.

Recommandations issues de la réévaluation

9. On s'attend à ce que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Malawi diminue en 2018, en raison de récoltes exceptionnelles qui aideront à reconstituer les ressources vivrières des ménages et de la baisse des prix qui améliore l'accès à la nourriture. Malgré des perspectives générales plus favorables sur le plan de la sécurité alimentaire, il est probable que les régions touchées par des infestations parasitaires et des périodes sèches localisées connaîtront un recul des récoltes et une situation difficile persistante³.
10. Début janvier 2017, des chenilles légionnaires ont été signalées dans les 28 districts du Malawi. Le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et du développement de l'eau a indiqué que 9 pour cent environ des céréales plantées sont infestées⁴. Toute aggravation des dégâts causés par les chenilles légionnaires pourrait mettre en péril les récoltes, en particulier dans les cultures irriguées⁵.
11. Les indicateurs relatifs à la nutrition, y compris la prévalence des carences en micronutriments, demeurent alarmants, et le sont plus encore chez les femmes et les enfants. L'anémie touche 60 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 33 pour cent des femmes, contre 13 pour cent des hommes. Seuls 15 pour cent des enfants de moins de 5 ans reçoivent un apport alimentaire minimal acceptable, et 27 pour cent seulement subviennent à leurs besoins minimaux en matière de diversité de l'alimentation. Le taux de retard de croissance, qui est de 37 pour cent, compte parmi les plus élevés de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe⁶. On estime que 10 pour cent du produit intérieur brut du Malawi est perdu à cause de la dénutrition chez les enfants⁷.
12. Le Malawi fait partie des pays les plus touchés par le VIH/sida au monde. D'après l'enquête démographique et de santé du Malawi de 2015–2016, la prévalence du VIH s'élèverait à 10,8 pour cent chez les femmes et les filles âgées de 15 à 49 ans et à 6,4 pour cent chez les hommes et les garçons de la même tranche d'âge⁸. Les personnes vivant avec le VIH ou touchées indirectement par le virus comptent parmi les groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire.
13. La mise en place de systèmes alimentaires plus résilients permettant à l'ensemble de la population d'accéder durablement à des aliments sains constitue un défi majeur pour le Malawi.

³ FAO. Juin 2017. *Perspectives de récoltes et situation alimentaire – rapport trimestriel sur la situation mondiale*. <https://data2.unhcr.org/ar/documents/download/57554>.

⁴ Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET). Juin 2017. *Malawi Food Security Outlook, June 2017-January 2018*. <http://www.fews.net/southern-africa/malawi/food-security-outlook/june-2017>.

⁵ ACAPS. Avril 2017. *Thematic Report: Africa Fall Armyworm Outbreaks*. https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20170425_acaps_thematic_report_southern_africa_armyworms_update.pdf.

⁶ Office national de la statistique et ICF International. 2017. *Zimbabwe Demographic and Health Survey, 2015-2016*. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR319/FR319.pdf>.

⁷ Banque africaine de développement, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, PAM et Commission économique pour l'Afrique. 2015. *The cost of hunger in Malawi. Implications on national development and Vision 2020. The social and economic impact of child undernutrition in Malawi*. http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp274603.pdf?_ga=2.50386473.1217727466.1504980918-1714080727.1425897626.

⁸ American Foundation for AIDS Research (amfar) et Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health. Sans date. *Achieving an AIDS-free generation for gay men and other MSM in Southern Africa: Malawi country profile*. http://www.amfar.org/uploadedFiles/_amfarorg/Articles/Around_The_World/GMT/2013/MSM%20Country%20Profiles%20Malawi%20092613.pdf.

Parallèlement aux initiatives en cours dirigées par le Gouvernement pour protéger les vies et les moyens d'existence à court terme, il est essentiel de mener des interventions d'atténuation pour réduire le risque d'épuisement des ressources, améliorer les capacités d'absorption et permettre aux personnes et communautés vulnérables à risque dans les saisons à venir d'avoir recours à des stratégies de survie mieux adaptées.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

14. La prolongation de l'intervention jusqu'au 31 décembre 2018 permettra au bureau de pays d'élaborer un plan stratégique de pays à mettre en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2019. Les activités, les modalités de transfert et les rations prévues dans le cadre de l'IPSR demeureront inchangées au cours de la période de prolongation.
15. Sur la base des évaluations et des projections effectuées par l'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du bureau de pays, le PAM subviendra aux besoins de près de 1,47 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire au plus fort de la saison de soudure de 2018 grâce à des activités de secours. Le nombre estimé de bénéficiaires, soit un tiers du nombre prévu lors de la sécheresse due au phénomène El Nino⁹, est calculé en grande partie à partir des dégâts que les chenilles légionnaires d'automne risquent d'occasionner durant la saison agricole de 2017/18 d'après les prévisions et de l'analyse des tendances saisonnières et de l'évolution des disponibilités alimentaires.
16. Reconnaissant l'importance des 1 000 premiers jours suivant la conception d'un enfant, le PAM continuera de cibler les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes. Lorsque les marchés fonctionneront, le PAM ciblera ces deux groupes dans le cadre de transferts généraux de type monétaire prenant en compte la dimension nutritionnelle. Les ménages comptant des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois qui bénéficient de transferts de type monétaire recevront une somme supplémentaire en espèces pour acheter des denrées telles que des œufs, du poisson ou d'autres produits d'origine animale. Dans les zones où le PAM assure des distributions générales de vivres en nature au profit des ménages, ces deux mêmes groupes recevront des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition aiguë.
17. Toutes les interventions spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle s'accompagneront de messages forts sur la nutrition conformes aux campagnes nationales de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. Les messages encourageront une bonne nutrition, notamment à travers l'adoption de pratiques optimales d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et de la sélection et de la préparation appropriées des aliments.
18. Dans le cadre de ses programmes en faveur de la résilience, le PAM viendra en aide en 2018 à près de 806 000 Malawiens au moyen d'activités de renforcement des capacités leur permettant de faire face et de résister aux chocs, qui sont pour la plupart liés au climat. Des activités 3A telles que le boisement, le développement de l'irrigation et la production animale et végétale seront mises en œuvre. Les activités seront programmées de façon à coïncider avec la période d'après récolte et le début de la saison agricole afin que les ménages puissent y prendre part et créer des actifs en perturbant le moins possible leurs propres activités agricoles ou autres.
19. Le microcrédit, l'assurance ainsi que les dispositifs villageois d'épargne et de crédit seront intégrés dans les activités 3A dans le cadre de l'initiative 4R du PAM en faveur de la résilience des communautés rurales. Ces activités se déroulent dans un certain ordre; elles commencent par la création d'actifs, se poursuivent par la mise en place d'une police d'assurance pour les actifs créés parallèlement à l'instauration de dispositifs d'épargne et de possibilités de crédit pour promouvoir les économies, et se concluent par la mise en relation des bénéficiaires avec des institutions de microcrédit. Leur but est de réduire la vulnérabilité des agriculteurs face aux

⁹ Dans la révision budgétaire présentée à la session annuelle du Conseil d'administration en 2016 (WFP/EB.A/2016/8-B/2), il était prévu que le nombre de bénéficiaires susceptibles d'avoir besoin d'aide pendant la saison de soudure pourrait atteindre 4,5 millions de personnes.

risques de catastrophe et de leur permettre de prendre des risques prudents et de se constituer un petit capital.

20. La planification et la mise en œuvre des activités de renforcement de la résilience suivront l'approche à trois niveaux, une méthode participative multisectorielle qui s'appuie sur les cadres et les processus gouvernementaux existants. Au niveau national, les consultations avec les divers partenaires aident à déterminer et à classer par ordre de priorité les districts connaissant une insécurité alimentaire chronique où le PAM peut concentrer son action. Au niveau des districts, les consultations avec les parties prenantes permettent d'organiser les activités et les solutions possibles en fonction des saisons pour les années types et les années difficiles. La mise en œuvre des activités est ensuite guidée par des processus décisionnels au niveau des communautés qui encouragent la participation équitable des femmes, permettent aux communautés de choisir les actifs à créer et définissent clairement les voies à suivre pour investir dans le redressement et le renforcement de la résilience à moyen et long terme.
21. Pour faciliter l'instauration de conditions permettant que ne soient plus nécessaires les activités axées sur la résilience, le PAM renforcera progressivement les capacités dont disposent les ménages aidés pour produire des excédents et associera ensuite les ménages aux activités Achats au service du progrès.
22. L'appui apporté aux personnes touchées par le VIH continuera d'être intégré dans les composantes relatives aux secours et à la résilience. Les ménages touchés par le VIH sont aidés en priorité dans le cadre des programmes de secours, car la maladie chronique et la présence d'orphelins (qui sont des indicateurs de substitution de l'incidence du VIH) font partie des critères de ciblage. En outre, des messages sur la prévention et le traitement du VIH contribuant à transformer les relations entre les sexes continueront d'être intégrés dans les communications visant à faire évoluer la société et les comportements dans le cadre de toutes les activités, afin de veiller à ce que les programmes tiennent compte du VIH et d'associer les populations généralement stigmatisées et exclues des services relatifs au VIH et au sida.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Effectifs actuels			Augmentation/ (diminution)			Chiffres révisés		
		Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Secours										
Distributions générales – vivres	Tous bénéficiaires confondus	2 817 158	2 966 948	5 784 106	357 854	376 881	734 735	3 175 012	3 343 829	6 518 841
Prévention de la malnutrition aiguë – vivres	Enfants de 6 à 23 mois	166 451	175 318	341 769	20 129	21 200	41 329	186 580	196 518	383 098
	Filles et femmes enceintes et allaitantes	–	512 651	512 651	–	62 012	62 012	–	574 663	574 663
Distributions générales – transferts de type monétaire	Tous bénéficiaires confondus	477 012	498 665	975 677	357 854	376 881	734 735	834 866	875 546	1 710 412
Appui aux distributions générales à dimension nutritionnelle – transferts de type monétaire	Enfants de 6 à 23 mois	27 368	28 598	55 966	20 129	21 200	41 329	47 497	49 798	97 295
	Filles et femmes enceintes et allaitantes	–	83 951	83 951	–	62 012	62 012	–	145 963	145 963
Total partiel, secours		3 294 170	3 465 613	6 759 783	715 708	753 762	1 469 470*	4 009 878	4 219 375	8 229 253
Redressement										
Résilience – vivres		280 451	295 976	576 427	(20 424)	(21 509)	(41 933)	260 027	274 467	534 494
Résilience – transferts de type monétaire		34 407	36 311	70 718	97 768	102 967	200 735	132 175	139 278	271 453
Total partiel, redressement		314 858	332 287	647 145**	77 344	81 458	158 802	392 203	413 744	805 947
Total – cumulatif		3 609 028	3 797 900	7 406 928	793 052	835 220	1 628 272	4 401 998	4 633 202	9 035 200
Total – hors chevauchements		3 528 421	3 705 893	7 234 314	725 849	755 476	1 481 325	4 254 270	4 461 369	8 715 639

* En 2018, on estimait que 10 pour cent des bénéficiaires de secours passeraient à des activités de redressement.

** Le total partiel indiqué dans la neuvième révision budgétaire, soit 697 145, était incorrect.

Besoins en produits alimentaires

23. Les quantités supplémentaires de maïs, de légumes secs et de SuperCereal avec sucre nécessaires pour cette intervention seront achetées à l'échelle régionale et locale par l'intermédiaire du Mécanisme de gestion globale des vivres du PAM. L'huile végétale enrichie et le SuperCereal Plus seront achetés sur les marchés internationaux.

	Distributions générales destinées aux ménages		Distributions générales à dimension nutritionnelle		Prévention de la malnutrition aiguë		Activités 3A	
	Vivres	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire – enfants de 6 à 23 mois	Transferts de type monétaire – filles et femmes enceintes et allaitantes	Vivres – enfants de 6 à 23 mois	Vivres – filles et femmes enceintes et allaitantes	Vivres	Transferts de type monétaire
Céréales	303		–	–	–	–	303	
Légumes secs	61		–	–	–	–	61	
SuperCereal avec sucre	–	–	–	–	–	200	–	
SuperCereal Plus	–	–	–	–	200	–	–	
Huile végétale	11		–	–	–	–	11	
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)	–	0,20	0,17	0,17	–	–	–	0,31
Total	375	375	200	200	200	200	375	563
Total kcal/jour	1 411	1 411	787	752	787	752	1 411	2 120
% de kcal d'origine protéique	12	12	17	16	17	16	12	12
% de kcal d'origine lipidique	17	17	23	19	23	19	17	17
Nombre de jours d'alimentation par mois	30		30		30		12	

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ				
Activité	Vivres/transferts de type monétaire	Besoins en produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)/ transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		
		Chiffres actuels	Augmentation	Total révisé
Distributions générales	Vivres	548 453	45 022	593 475
	Espèces	54 331 496	18 797 277	73 128 773
	Bons-produits	8 034 642	–	8 034 642
	Bons-valeur	673 184	–	673 184
Nutrition	Vivres	42 285	3 379	45 664
Résilience – 3A	Vivres	33 135	24 913	58 048
	Espèces	4 187 219	6 943 784	11 131 003
Total	Vivres	623 873	73 314	697 187
	Espèces	58 518 714	25 741 061	84 259 776
	Bons-produits	8 034 642	–	8 034 642
	Bons-valeur	673 184	–	673 184

Évaluation des risques et préparation aux situations d'urgence

24. Les efforts déployés actuellement afin de mobiliser des fonds pour cette intervention consistent notamment à lancer des alertes aux donateurs, à diffuser des communiqués de presse, à organiser des réunions bilatérales avec des donateurs et à transmettre régulièrement des rapports de situation à toutes les parties prenantes pour faire connaître les besoins en ressources. La confirmation en temps voulu des ressources est primordiale pour la réussite de la mise en œuvre des activités de renforcement de la résilience et d'appui pendant la saison de soudure.
25. Les inégalités entre les sexes accentuent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et maintiennent les personnes vulnérables dans le cercle vicieux de la pauvreté. Si les programmes du PAM ne facilitent pas la transformation des rapports de force entre hommes et femmes ou entre garçons et filles, les disparités et les inégalités persisteront pour ce qui est de l'accessibilité et du contrôle de ressources telles que les intrants agricoles, le capital, les technologies, l'éducation et les marchés fiables.
26. Le manque de financement a eu des effets négatifs sur l'appui à la nutrition fourni dans le cadre de l'IPSR. Compte tenu des ressources limitées disponibles, le PAM donne la priorité aux personnes les plus vulnérables telles que les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose. Lorsqu'il sera possible de le faire, des produits nutritifs spécialisés seront achetés en priorité au moyen du dispositif de préfinancement du PAM afin d'accélérer la livraison des produits nécessaires, et donc d'atténuer le risque de ruptures d'approvisionnement.
27. Le fonctionnement des marchés locaux jouera un rôle déterminant dans l'utilisation des transferts de type monétaire. Le PAM réalisera un suivi continu en temps réel des marchés pour s'assurer que la valeur des transferts couvre les besoins alimentaires des bénéficiaires et que les marchés peuvent répondre à la demande supplémentaire.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	56 545	16 720 833	
Légumes secs	11 309	7 657 607	
Huiles et matières grasses	2 081	1 961 126	
Aliments composés et mélanges	3 379	2 492 157	
Total, produits alimentaires	73 314	28 831 723	
Transport extérieur		2 264 214	
Transport terrestre, entreposage et manutention		11 838 133	
Autres coûts d'appui directs – produits alimentaires		6 839 348	
Produits alimentaires et coûts connexes¹			49 773 419
Transferts de type monétaire			25 741 061
Coûts connexes			3 999 394
Transferts de type monétaire et coûts connexes			29 740 455
Coûts opérationnels directs			79 513 874
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			6 516 080
Total des coûts directs du projet			86 029 955
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			6 022 097
Coût total pour le PAM			92 052 051

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

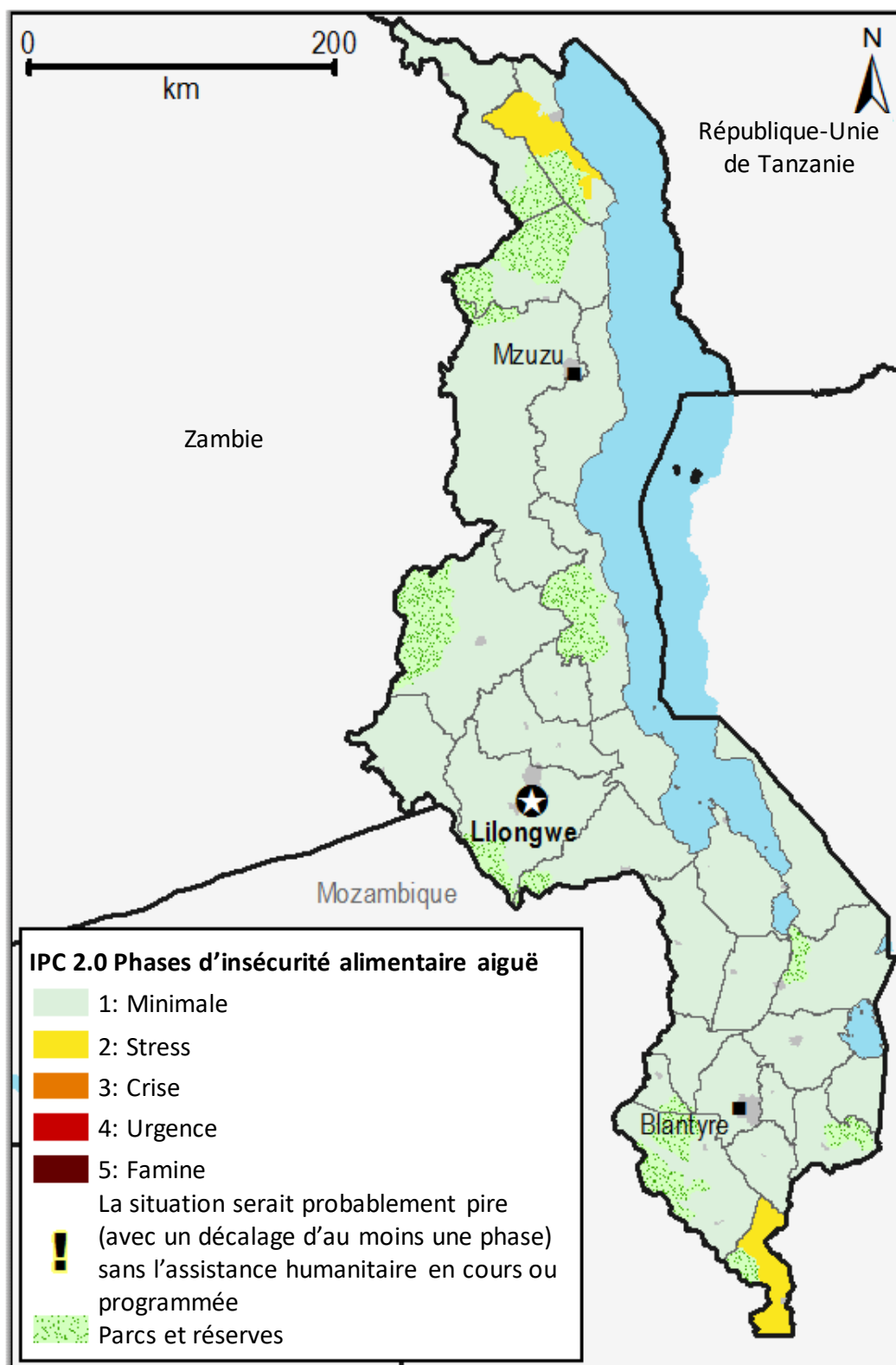
ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	3 087 380
Agents des services généraux	842 800
Total partiel	3 930 180
Dépenses de fonctionnement et autres	875 000
Dépenses d'équipement	70 000
Sécurité	180 000
Voyages et transport	1 270 900
Études préalables, évaluations et suivi ¹	190 000
Total des coûts d'appui directs	6 516 080

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II

Situation en matière de sécurité alimentaire aiguë (juin 2017)



Source: FEWS NET

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement